

Compression des dépenses de l'État

défensive. Que c'est drôle! Depuis l'ouverture de la session, les députés ministériels nous demandent constamment ce que nous ferions à leur place. Cela, c'est être vraiment sur la défensive. Ils ne sont plus sûrs d'eux-mêmes ni de ce qu'ils font. Quand on est sûr de soi, quand on sait ce qu'on fait, on ne passe pas son temps à répéter cette question comme une litanie.

Je répète que le bill C-19 est un bill négatif. Il a un objectif louable, qui est de comprimer les dépenses publiques, mais les moyens choisis sont bien malheureux. Ce bill laisse tomber, il abolit, il gèle et il abroge, mais de toute façon, il fait tort à des degrés divers à la mère de famille qui doit nourrir ses enfants, au producteur de blé, à l'industriel canadien qui cherche à développer une activité ou un procédé nouveau, et aux jeunes sans travail. Si pour comprimer les dépenses il faut saigner les gens, comme le pensait l'ex-président du Conseil du Trésor qui se trouve maintenant à l'Industrie et au Commerce (M. Chrétien), alors le bill atteint son but. Mais seul le gouvernement reste insensible devant tant de sang qu'on tire de toute part.

A l'heure actuelle, les dépenses gouvernementales accaparent plus de 40 p. 100 du produit national brut. Sur chaque \$10 que dépense le gouvernement, \$4 sont dépensés pour lui-même. Nous, du parti conservateur, estimons qu'il ne devrait pas en coûter plus de 15 milliards pour gouverner un pays de quelque 22 millions d'habitants. Les députés d'en face devraient cesser de nous demander ce que nous ferions et quelle est notre politique. Pourrions-nous faire pire que le gouvernement a fait en l'espace de huit ans, monsieur l'Orateur? Nous ferions simplement ce que toute personne sensée ferait ces temps-ci. Un nouveau gouvernement cesserait de dépenser. Il cesserait de dépenser de plus en plus pour le gouvernement. Il cesserait de dépenser pour s'élargir sans cesse.

A l'heure actuelle, le cabinet du premier ministre emploie près de 500 personnes et dépense annuellement un peu moins de 20 millions de dollars. Pourtant, le pays ne compte même pas 25 millions d'habitants. Nous ne sommes pas une des grandes puissances mondiales. Nous ne sommes pas une superpuissance dont la population s'élève à des centaines de millions comme les États-Unis, l'Union soviétique ou la Chine. Comment justifier l'existence d'un cabinet si nombreux, si coûteux, pour un pays comme le nôtre, alors que nous sommes censés pratiquer l'austérité?

En l'espace de huit ans, le gouvernement actuel a réussi à faire du Canada l'État du monde libre le plus bureaucratique, le plus réglementé. Sans doute existe-t-il des pays où les bureaucrates sont plus nombreux qu'au Canada, mais je doute qu'il y ait un seul pays qui soit aussi gouverné que le nôtre. Des visiteurs qui viennent de l'Allemagne de l'Ouest et du Brésil et qui connaissent ce que c'est que la présence gouvernementale, s'étonnent de l'étendue du contrôle que le gouvernement exerce sur l'existence des Canadiens. Peu importe qui nous sommes, où nous vivons, ou ce que nous faisons, la lourde main impersonnelle du gouvernement nous domine sans cesse.

Par exemple, la liste des organismes gouvernementaux est presque infinie et je doute même que celle de l'Union soviétique lui soit comparable, pays dont la population est 20 fois supérieure à la nôtre et qui n'a jamais caché son désir de contrôler ses citoyens. C'est ainsi que nous avons le CLI, le CRTC, le CCT, les CMC, la SCHL, le MEER, la CCB, les Douanes et accise, Environnement Canada, l'ONE, la CCN, le

ministère des Communications, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, l'AEIE, Revenu Canada, Statistique Canada, et la CAC. Il ne s'agit là que d'une partie des bureaucraties qui régissent actuellement nos vies.

• (2040)

L'adhésion soudaine du gouvernement à l'idée d'un mode de gouvernement moins interventionniste, comme l'a laissé entendre le discours du trône, est fort louable, mais, en toute sincérité, je n'y crois pas beaucoup. De telles promesses de la part du gouvernement se heurtent à la dure réalité, qui nous démontre qu'à peu près toutes les bureaucraties qu'on peut citer en exemple, que ce soit la Commission de lutte contre l'inflation, le ministère des Transports ou le CRTC, s'infiltrèrent chaque jour davantage et prennent une place de plus en plus grande dans la vie des Canadiens.

Ces bureaucraties dépensent des sommes énormes; elles y vont par millions de dollars. J'aimerais beaucoup pouvoir affirmer que la vie des Canadiens s'en trouve améliorée, mais il ne semble pas que ce soit le cas. Les bureaucrates fédéraux ont l'air d'être particulièrement portés à se montrer indifférents et stupides. Ils ne peuvent peut-être pas être autrement, mais nous, au parti conservateur, nous pensons qu'ils pourraient au moins essayer. Il y a longtemps que le parti conservateur pense qu'il faudrait faire un effort pour que l'organisation lourde et froide du gouvernement devienne plus sensible aux besoins réels des gens. Nous n'avons jamais caché cela et le chef de notre parti n'a cessé de le répéter depuis sa venue à la tête des conservateurs en février dernier; depuis au moins quatre ans, depuis mon arrivée à la Chambre en 1972, que le parti progressiste conservateur le répète.

Le ministère de l'Expansion économique régionale offre un bon exemple d'une bureaucratie parfois indifférente. Il y en a eu un cas particulier cet été dans ma circonscription lorsqu'une importante chaîne alimentaire nationale a reçu du ministère de l'Expansion économique régionale une forte subvention afin de mettre sur pied une conserverie à Portage-la-Prairie. Certes, j'ai vu avec plaisir l'installation d'une nouvelle industrie dans le secteur sud de ma circonscription. Toutefois, les deux tiers de ma circonscription situés au nord n'ont pas reçu de subvention du ministère de l'Expansion économique régionale depuis plusieurs années et pourtant il s'agit d'une des régions les plus économiquement faibles du Manitoba et l'un des secteurs les plus défavorisés du pays. Mon parti a une politique précise en matière d'expansion régionale, comme dans tous les autres domaines. Notre politique d'expansion régionale consiste à faire fonctionner les instruments d'un tel programme d'une façon qui soit plus appropriée à ce que doit être son objectif, soit l'atténuation des inégalités régionales.

La question des transports constitue un sujet approprié et pertinent dans toute discussion sur la compression des dépenses gouvernementales, un sujet qui est très important pour l'Ouest du Canada et, de fait, pour tous les Canadiens. Dans ce secteur, toute critique de nos adversaires au sujet de notre présumé manque de politique sent l'hypocrisie. Le gouvernement actuel n'a pas de politique précise en matière de transports et n'en a pas eu depuis des années. Dans ce domaine, il s'est borné à réagir aux attitudes générales qu'il percevait de temps à autre chez les Canadiens à l'égard des différents modes de transport.